



## World Library and Information Congress: 69th IFLA General Conference and Council

1-9 August 2003, Berlin

---

<b>Code Number:</b>	093-F
<b>Meeting:</b>	170. Library Theory and Research & Free Access to Information and Freedom of Expression (FAIFE) <b>Off-site Workshop:</b> Haus Berliner Stadtbibliothek
<b>Simultaneous Interpretation:</b>	-

### « Beacon for Freedom of Expression » de la Bibliotheca Alexandrina

Mette Newth

**Hege N. Nouri**

Beacon of Freedom of Expression,  
Oslo, Norvège

---

Traduit par Danielle Dennie (Université McGill, Montréal, Canada)

### Résumé

La base de données et le site web « Beacon for Freedom of Expression »  
Un don de la Norvège dédié à la nouvelle Bibliotheca Alexandrina

*« Beacon for Freedom of Expression » est un catalogue de référence mondial unique en son genre qui contient des données bibliographiques au sujet de livres et de journaux censurés d'aujourd'hui et d'hier. Il contient aussi des données au sujet de la littérature qui traite de la censure et de la liberté d'expression. La base de données a été créée afin de faciliter le dialogue entre les cultures de par le monde sur la valeur de l'Article 19 de la Déclaration des Droits de l'Homme de l'ONU. La base de données est aussi une contribution à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation aux droits de l'homme (1995-2004). L'objectif primaire est d'augmenter la compréhension et d'apporter un regard équilibré au phénomène de la censure, de faire comprendre les conditions de la liberté d'expression à travers le temps, et de faire voir que la censure existe dans plusieurs sociétés et plusieurs cultures.*

Le 19 mai 2003, le « Beacon for Expression » a été présenté à la nouvelle bibliothèque en Alexandrie par le Ministre norvégien de la Culture et des Affaires de l'Église afin de célébrer la renaissance de cet ancien forum mondial de la connaissance. Le « Beacon » (voulant dire balise)

est un cadeau de la Norvège financé de la part du Ministère de la Culture et des Affaires de l'Église. C'est un catalogue de référence mondial, unique en son genre, qui contient des données bibliographiques au sujet de livres et de journaux censurés d'aujourd'hui et d'hier. Il contient aussi des données au sujet de la littérature qui traite de la censure et de la liberté d'expression. C'est un projet qui a été développé par l'ancien Forum norvégien de la Liberté d'Expression en conjonction avec des institutions internationales, des corps gouvernementaux, des organisations des droits de l'Homme, des bibliothèques nationales et des instituts de recherche.

Le nom « Beacon for Freedom of Expression » (Balise pour la liberté d'expression), réfère à l'ancien phare géant d'Alexandrie, une des sept merveilles du monde ancien, qui aidait les marins à naviguer la mer au large d'Alexandrie. L'objectif primaire de « Beacon for Freedom of Expression » est d'augmenter la compréhension et d'apporter un regard balancé au phénomène de la censure, de faire comprendre les conditions de la liberté d'expression à travers le temps, de faire voir que la censure existe dans plusieurs sociétés et plusieurs cultures, et finalement, de demeurer attentif au statut du droit inestimable de la liberté d'expression et de l'accès gratuit à l'information.

Lors de la signature de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948, les membres de la nouvelle Organisations des Nations Unis se sont engagés de ne jamais oublier les millions de personnes assassinées en Allemagne sous le règne des Nazi. « Ne jamais oublier, ne jamais répéter ». Mais l'histoire se répète, même à l'heure de la saturation médiatique de nos sociétés, tel qu'au Rwanda en 1994 et dans les dominions Yougoslaves dans les années 1990.

Pourtant, la majorité des états membres des Nations Unis ont signé la déclaration, et une grande majorité d'entres eux ont fait des ajustements législatifs selon les principes de l'Article 19, même en ce qui concerne des questions sensibles tel que l'acte des secrets officiels.

Malheureusement, la réalité contredit la théorie. Par exemple, en 1998, l'année du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unis, des organisations indépendantes des droits de l'Homme et de la liberté d'expression ont rapporté des violations de la liberté d'expression dans presque 120 pays : 118 journalistes ont été emprisonnés dans 25 pays et 24 journalistes ont été assassinés. Plusieurs journaux, éditeurs et diffuseurs ont été bannis, fermés, ou sujet à de violents attaques tels que des bombardements. À présent, les attaques à la liberté d'expression se produisent plus fréquemment dans l'hémisphère sud et dans les anciens états du bloc de l'Est. De plus, aujourd'hui plus de la moitié de la population mondiale n'a pas accès à une presse indépendante.

Cependant, pendant que les gouvernements occidentaux et les groupes de défenses des droits de l'Homme critique les abus commis dans les pays de l'hémisphère du sud ou les anciens états du bloc de l'Est, nous ne devrions pas oublier la censure qui a eu lieu en Europe et dans les pays colonisés ou même la répression cruelle des cultures, langues, et littérature non écrites des populations indigènes. Les crimes du passé ne peuvent justifier les crimes du présent. Trop de groupes occidentaux de défenses des droits de l'Homme commettent l'erreur de ne pas reconnaître notre propre passé et de ne pas critiquer nos alliés pour leurs abus des droits de l'Homme. L'absence de critiques Européenne à l'ONU en ce qui touche la purge systématique des bibliothèques dans le sud de la France par le Front National, permet aux gouvernements

coupables d'abus similaires, tel la Chine ou la Birmanie, d'accuser les gouvernements occidentaux d'être biaisés dans leurs critiques. Si les pays occidentaux reconnaissent leurs défauts, présents et passés, le dialogue interculturel et entre sociétés pourrait s'améliorer.

En étudiant l'histoire de la censure, il semblerait que les dirigeants totalitaires à travers le temps étudiaient les méthodes de leurs prédécesseurs. La dénonciation des livres hérétiques lors de l'Inquisition en Europe au Moyen Âge a des ressemblances frappantes à la dénonciation de « l'anti-communisme » en Union Soviétique, du « Sémitisme » en Allemagne Nazi, et la dénonciation du « communisme et des activités anti-américaines » aux États-Unis durant les années 50 et 60. La dénonciation forcée de la « Fausse Foi » et l'acceptation de la « Vrai Foi » est aussi un tronc commun dans l'histoire de la censure. Les dirigeants fanatiques ont toujours essayé d'assurer le contrôle total en purgeant non seulement les bibliothèques mais aussi la mémoire des gens par l'entremise de mécanismes d'auto-censure. L'auto-censure est la forme de censure la plus destructive; tel un virus, elle attaque l'intégrité et la morale des écrivains et cause la honte, la perte du respect en soi, de confiance en soi et d'un sens de responsabilité. Les idées et les pensées censurées dans l'esprit des écrivains ne peuvent jamais être reconstruites. L'auto-censure peut seulement être prévenue par un combat inlassable en faveur de la liberté d'expression.

### **« La vérité est la première victime de la guerre » - la presse en temps de guerre.**

Depuis ses débuts, il y a 400 ans, la presse a toujours été prise en otage, soit par les forces d'occupation ou par les dictateurs militaires lors des renversements de gouvernements. Comme règle générale, la presse a eu le choix d'être muselée ou fermée, et plusieurs journaux respectables sont tout simplement devenu l'organe de presse des nouveaux dirigeants. Lors des années qui ont précédé la Deuxième Guerre Mondiale, la presse en Allemagne, Italie, Espagne, et Portugal a été sujet à une censure Fasciste très rigide, tel que pratiquée par leur ennemi en Union Soviétique.

Le resserrement de la presse était considérable durant la Deuxième Guerre Mondiale, surtout dans des pays comme le Japon. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont resserré les reportages des nouvelles, comme durant la Première Guerre Mondiale. La presse et les médias britannique et américain se soumettaient volontairement à l'auto-censure. De plus, ils étaient la cible de nouvelles officielles et de propagande publiées par le Ministre Britannique de l'Information et le Bureau de l'Information de Guerre des E.-U. Aux États-Unis, le Bureau de la Censure a publié un « Code des pratiques des temps de guerres pour la presse américaine. »

Il y a des ressemblances frappantes entre les attitudes des gouvernements et de la presse lors des Deux Grandes Guerres et la récente guerre en Iraq menée par la Grande-Bretagne et les États-Unis. En regardant les événements qui ont suivi l'attaque terroriste aux États-Unis en septembre 2001, les similarités sont encore plus évidentes : la surveillance électronique à grande échelle, la pratique volontaire de l'auto-censure, et l'enthousiasme de la presse internationale pour les journalistes « enchassés » dans l'armée des É.-U. et de la G.-B. nous démontre que l'histoire se répète.

La guerre des mots est moins meurtrière mais aussi méprisable que la guerre avec les armes. Les stratégies préférées par les dictateurs à travers l'histoire comprennent peindre l'ennemi en démon, le blanchissement des nos propres actes cruels et la censure rigide qui aveugle la population.

Les pires exemples de censure de presse sont celles induites par les dictateurs militaires du 20<sup>e</sup> siècle : Espagne (Guerre Civile de l'Espagne 1936-1939 – le régime a duré de 1936-1975), Grèce 1967-1974, Chile 1973-1990, et le Nigeria 1966-1999. Il y a aussi la Turquie, sous le prétexte d'assurer la sécurité nationale contre l'ennemi interne – la minorité Kurde – qui maintient toujours une censure stricte par l'entremise de l'Acte Anti-Terrorisme de 1991, et ce, malgré les plaidoyers de la communauté internationale.

Si l'on considère l'importance vitale de la presse écrite dans le processus de la démocratisation et de la transparence dans une société ainsi que la contribution de l'écriture au développement de l'alphabétisation à travers le monde, la censure est donc une situation tragique.

Il est clair que le « Beacon for Freedom of Expression » ne pourra pas résoudre le paradoxe du pire crime de l'histoire qui continue à se reproduire. Mais cette base de données bibliographique pourra aider à guider les gens afin qu'un jour on puisse endiguer ce fléau.

Finalement, le créateur de la base de données croit fortement que l'accès à des collections fermées, interdites ou oubliées est aussi d'une importance primordiale. Toutes les entrées de titre et de nom de l'auteur représentent un petit mais important monument à la mémoire collective. La collection complète des titres dans la base de données représente encore une proportion infime des livres et des journaux qui ont été censurés dans l'histoire de la presse écrite. Par contre, le « Beacon for Freedom of Expression » est un monument électronique en construction qui évolue tranquillement à l'aide des efforts conjoints entre les partenaires très compétents qui sont impliqués dans le projet

### **Le développement est un processus de coopération continu**

Grâce à la contribution généreuse d'innombrables bibliothèques, institutions et organisations pour la liberté d'expression dans le monde, cette banque de mémoire contient maintenant des références à la documentation et aux connaissances du statut mondial de la censure et de la liberté d'expression des derniers 2000 ans. De plus, on inclut dans cette banque plusieurs milliers de livres et de journaux qui ont été bannis au cours du dernier millénaire.

Le but ultime est d'enregistrer, autant que possible de façon exhaustive, toutes les sources littéraires et artistiques qui ont été censurées *avant* 1900 – et durant le 20<sup>e</sup> siècle – incluant l'Internet. La tâche étant de taille et la base de données étant un projet pionnier, le Comité de coordination a établi la base de données comme étant un *modèle*, ayant donc une forme et un concept dynamique puisqu'elle serait conçue par un réseau international d'organisations, de groupes de défense des droits de l'Homme et d'instituts de recherche, d'éducation et de culture.

Dans plusieurs cas, les données sont accessibles dans des bibliothèques spécialisées, mais seulement dans des archives de papier, et dans d'autres cas, dans des collections de livres bannis.

Les bibliothèques dans le monde doivent maintenant accomplir plus de tâches mais avec moins d'effectifs. De plus, l'âge électronique est merveilleux mais dispendieux. Il est donc impensable pour plusieurs bibliothèques de transférer leurs archives en papier de littérature censurée dans des bases de données électroniques. Voilà donc la raison derrière la réponse formidable de plusieurs bibliothèques, souvent des pays où la censure était monnaie courante, tel l'ancienne Union Soviétique, d'encourager notre effort héroïque et de nous offrir de l'aide gratuitement.

« **Documenter l'héritage de la censure en Russie** » est un projet prioritaire pour le « Beacon », et contient plus de 300,000 objets. La censure dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques est la censure la plus longue et la plus vaste du 20<sup>e</sup> siècle. Au 19<sup>e</sup> siècle, en Russie Impériale, la censure était aussi très répandue. L'histoire de la censure en Russie est bien documentée par des experts Russes et Occidentaux. Par contre, les nombreux livres et journaux qui ont été censurés en Russie Impériale et en URSS sont seulement disponibles dans des collections spécialisées, dans des archives de catalogue manuel de notices bibliographiques en langue Russe, dans des listes imprimées déposées à la Bibliothèque Nationale Russe à Saint-Petersbourg (période pré-révolutionnaire) ou dans la Bibliothèque d'État Russe à Moscou (période URSS).

Quoiqu'il y a plusieurs période de l'histoire de la censure dans le monde qui sont significatives, la documentation de **l'héritage Arabe de la censure** représente un autre projet prioritaire pour « Beacon for Freedom of Expression ». La bibliothèque Alexandrine aura un rôle clé dans ce projet.

Ainsi, « Beacon for Freedom of Expression » a été conçu comme étant une banque de mémoires sans cesse en évolution et un outil pour l'éducation des droits de l'Homme. À date, nous avons été inondé par des requêtes pour de l'information bibliographique. Malheureusement, plusieurs agences étatiques et départements n'ont pas été très ouverts ou prêts à nous offrir de l'assistance. Dans le futur, il sera important de continuer à encourager les gouvernements de rendre l'information traitant de la littérature censurée disponible au publique.

La production de « Beacon for Freedom of Expression » a été accompli grâce à l'assistance de tuteurs et de plus de 20 étudiants en journalisme et en bibliothéconomie au Collège Oslo. Les étudiants ont travaillé pendant plus de 16 mois afin de monter la base de données, avec l'aide de leurs tuteurs, et avec la collaboration du groupe de gérance du « Beacon ».

L'investissement dans la coopération internationale et dans les soins experts de la base de données est garant de son futur. L'implication des étudiants du Collège Oslo était nécessaire puisqu'elle permettait d'assurer une expertise nécessaire dans le futur. Des projets coopératifs dans ce genre sont très utiles pour la formation des bibliothécaires et des journalistes et serviront à encourager des institutions post-secondaires à participer dans la lutte internationale pour la protection de la gratuité de l'information et de la liberté d'expression.

Il y a un réseau grandissant d'organisations gouvernementales, de droits de l'Homme, de bibliothèques nationales, d'institutions de recherche, d'éducation et de culture qui agit en tant que consultants experts et de sources d'informations. La *Fédération Internationale des Associations de Bibliothécaires et d'Institutions – IFLA/FAIFE* – le *Comité sur la Liberté d'Accès à*

*l'Information et sur la Liberté d'Expression et l'Échange International de la Liberté d'Expression – IFEX* seront la pierre angulaire de cette expertise.

Ces deux organisations sont membres du Comité International de Coordination qui sont chargés de continuer le développement professionnel de la base de données en conjonction avec la bibliothèque Alexandrine. Le but est de garder le modèle de gestion flexible et efficace afin d'assurer une gestion abordable et de diminuer la bureaucratie.

Il est connu que le changement se produit par l'entremise d'actions déterminées. De plus, lorsque l'opinion publique, convoitée autant par les autorités totalitaires que démocratiques, a à sa disponibilité l'information juste et utile, peut changer. Ceci pourrait donc éliminer la répétition de l'histoire de la censure.

*« La Bibliotheca Alexandrina sera témoin à un moment décisif dans l'histoire de la pensée humaine – la tentative de constituer un summum de connaissances, de rassembler les écritures de tous les peuples.*

*Elle sera témoin à un effort original qui, en rassemblant la totalité et la diversité des expériences humaines, deviendra la matrice pour un nouvel esprit critique, pour une perception élevée des connaissances en tant qu'outil, et pour la quête de connaissances en tant que processus de collaboration. »*

- La déclaration Aswan au sujet de la renaissance de la bibliothèque Alexandrine (1990)

Ces grandes ambitions exprimées par la Commission Internationale pour la Renaissance de l'Ancienne Bibliothèque d'Alexandrie de l'UNESCO étaient l'inspiration initiale du « Beacon for Freedom of Expression. » Ces ambitions continueront d'être la balise pour les travaux conjoints des Comités International et Norvégien de Coordination et au personnel de la Bibliotheca Alexandrina.

Un développement important pour atteindre une vraie liberté d'expression sera de rendre la base de données disponible en plusieurs langues, tel l'Arabe, le Français et l'Espagnol.